

# La position des enfants relative aux décisions prises par leur parents en ce qui concerne leur nationalité

Citation for published version (APA):

de Groot, G-R., & Vrinds, E. (2004). *La position des enfants relative aux décisions prises par leur parents en ce qui concerne leur nationalité*. Conseil de l'Europe.

## Document status and date:

Published: 01/01/2004

## Document Version:

Publisher's PDF, also known as Version of record

## Please check the document version of this publication:

- A submitted manuscript is the version of the article upon submission and before peer-review. There can be important differences between the submitted version and the official published version of record. People interested in the research are advised to contact the author for the final version of the publication, or visit the DOI to the publisher's website.
- The final author version and the galley proof are versions of the publication after peer review.
- The final published version features the final layout of the paper including the volume, issue and page numbers.

[Link to publication](#)

## General rights

Copyright and moral rights for the publications made accessible in the public portal are retained by the authors and/or other copyright owners and it is a condition of accessing publications that users recognise and abide by the legal requirements associated with these rights.

- Users may download and print one copy of any publication from the public portal for the purpose of private study or research.
- You may not further distribute the material or use it for any profit-making activity or commercial gain
- You may freely distribute the URL identifying the publication in the public portal.

If the publication is distributed under the terms of Article 25fa of the Dutch Copyright Act, indicated by the "Taverne" license above, please follow below link for the End User Agreement:

[www.umlib.nl/taverne-license](http://www.umlib.nl/taverne-license)

## Take down policy

If you believe that this document breaches copyright please contact us at:

[repository@maastrichtuniversity.nl](mailto:repository@maastrichtuniversity.nl)

providing details and we will investigate your claim.

Download date: 05 May. 2023

## LA POSITION DES ENFANTS RELATIVE AUX DECISIONS PRISES PAR LEURS PARENTS EN CE QUI CONCERNE LEUR NATIONALITE<sup>3</sup>

### I. Observations générales

Le présent rapport va essayer de répondre à la question de savoir si un enfant devrait avoir le droit d'exercer un recours contre une décision prise par ses parents relativement à son changement de nationalité. Pour y répondre, il est nécessaire de dresser l'inventaire des moyens dont disposent des parents pour influencer sur la nationalité de leurs enfants. Le rapport va, en conséquence, donner une description d'ensemble d'une part de l'acquisition, par voie de naturalisation ou de déclaration d'option, de la nationalité par les mineurs, d'autre part de la perte de la nationalité par les mineurs. Une attention particulière sera accordée aux règles régissant la représentation des mineurs en matière de nationalité. Les règles concernant respectivement l'extension de la nationalité acquise par le parent, par voie de naturalisation ou de déclaration d'option et celle de sa perte à un enfant (mineur) revêtent une importance particulière à cet égard. Les possibilités dont disposent un enfant pour respectivement renoncer à ou réintégrer une nationalité acquise ou perdue durant sa minorité retiendront également notre attention.

Quelques observations liminaires s'imposent cependant avant de traiter ces questions.

L'article 7 de la Convention sur les droits de l'enfant (New York, 20 novembre 1989) énonce que « l'enfant a dès sa naissance (...) le droit d'acquérir une nationalité ». Cette disposition se garde toutefois d'indiquer la nationalité à laquelle l'enfant peut prétendre. En Europe, la quasi-totalité des Etats prévoit – en principe – que les enfants acquièrent leur nationalité à la naissance si leur mère la possède à ce moment là. Cependant, certains Etats dérogent à cette règle en cas de naissance à l'étranger. Certains exigent l'enregistrement de l'enfant auprès de l'Ambassade ou du Consulat de l'Etat concerné par l'acquisition de la nationalité<sup>4</sup>. L'article 6 (1) de la Convention européenne sur la nationalité (Strasbourg, 6 novembre 1997, STE 166 ; ci-après sous l'abréviation CEN) admet ce genre d'exception qui peut poser problème lorsque la mère de l'enfant, pour une raison ou une autre, refuse de faire enregistrer son enfant en temps voulu. Le comportement de la mère peut faire de l'enfant un apatride. Le fait pour un Etat de ne pas prévoir de possibilité pour un enfant, né à l'étranger, d'un ressortissant national d'acquérir la nationalité par voie d'enregistrement, le parent étant lui-même né à l'étranger, peut également mener à l'apatridie. Ces difficultés ont été relevées par les auteurs de la CEN. Aussi le rapport explicatif (N° 65) sur l'article 6 insiste-t-il sur le fait que les dispositions limitant la transmission de la nationalité du parent à l'enfant né à l'étranger ne doivent pas s'appliquer si l'enfant devait s'en trouver apatride. La Recommandation R (99) 18 sur la prévention et la réduction des cas d'apatridie du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe le souligne également au principe II. A, sub a. Le rapport explicatif relatif à l'article 6 prend une autre, certes petite, mais oh combien importante initiative en soulignant : « il faut ajouter que l'acquisition à la naissance de la nationalité de l'un des parents en vertu du principe du *ius sanguinis* (lien du sang), par un enfant né hors du territoire, devrait être automatique et ne pas être subordonnée à l'enregistrement ou à une déclaration d'option, leur absence ayant pour effet d'en faire des apatrides ». Il serait important qu'un Protocole additionnel à la CEN prévoie que l'exigence d'enregistrement est inadmissible si, faute de cela, l'enfant était apatride : dans ce cas l'acquisition de la nationalité par le lien du sang devrait être automatique.

<sup>3</sup> Les notes bas de page se réfèrent aux publications suivantes: *De Groot, Acquisition*: Gérard-René de Groot, Conditions d'acquisition et de perte de la nationalité *ex lege* ou par déclaration d'option, Rapport pour la 2<sup>e</sup> Conférence européenne sur la nationalité : "Défis au droit national et international sur la nationalité à l'aube du nouveau millénaire", Conseil de l'Europe, Strasbourg 2001, 65-93 (voir également: Maastricht Journal of European and Comparative Law 2002 121-160; *De Groot, Loss*: Gérard-René de Groot, Loss of nationality: a critical inventory, in David Martin/Kay Hailbronner, Rights and Duties of Dual Nationals: Evolution and Prospects, Kluwer Law International, The Hague/London/Boston 2003, 201-299; *De Groot, Staatsangehörigkeitsrecht*: Gérard-René de Groot, Staatsangehörigkeitsrecht im Wandel, Köln: Heymanns 1989.

<sup>4</sup> De Groot, Acquisition, 70-73.

Dans de nombreux cas, un enfant acquiert également la nationalité de son *père* par le lien du sang. C'est – en principe – le cas dans tous les pays européens lorsque le père et la mère sont mariés ensemble. Une fois de plus cependant, certains Etats dérogent à la règle en cas de naissance à l'étranger. La situation diffère lorsque les parents ne sont pas mariés. Dans de nombreux pays européens, la reconnaissance par le père, la légitimation ou l'établissement judiciaire de paternité justifie l'acquisition de plein droit de la nationalité. Les exceptions sont cependant nombreuses<sup>5</sup>. Il faut relever que, dans l'optique de l'article 7 (1) de la Convention sur les droits de l'enfant, l'établissement d'un lien de parenté entre un enfant et son père (par reconnaissance de paternité, décision judiciaire, légitimation) pendant la minorité de l'enfant doit conduire à l'acquisition immédiate de la nationalité du père sans autre condition, du moins lorsque, faute de cela, l'enfant serait apatride. Il est souhaitable d'incorporer cette règle à un Protocole additionnel à la CEN.

La position des enfants qui ne peuvent acquérir la nationalité d'aucun de leurs parents par le lien du sang pose problème. De pareils cas appellent des règles spéciales dans la mesure où il n'est pas un Etat européen qui applique exclusivement le droit du sol pour l'attribution de la nationalité.<sup>6</sup> L'article 6 (1) de la CEN impose pareille règle spéciale pour les nouveaux nés trouvés sur le territoire d'un Etat : cet enfant acquiert la nationalité de l'Etat où il a été trouvé si, faute de cela, il était apatride<sup>7</sup>. L'article 6 (2) de la CEN énonce que "chaque Etat Partie doit prévoir dans son droit interne l'acquisition de sa nationalité par les enfants nés sur son territoire qui n'acquièrent pas à la naissance une autre nationalité". Cette règle est reprise à la Partie II A, sub b de la Recommandation R (99) 18. La nationalité du pays de naissance doit être attribuée, soit de plein droit à la naissance, soit par la suite aux enfants qui sont restés apatrides après leur demande d'acquisition de la nationalité. La plupart des pays européens ont choisi la première option mentionnée. Un nombre important d'Etats prévoit toutefois d'autres solutions<sup>8</sup>. Les règles visant à prévenir l'apatridie connaissent une évolution. L'article 9 (4) du nouveau code la nationalité finnois l'illustre : un enfant acquiert la nationalité finnoise par la naissance si "l'enfant est né en Finlande et n'acquiert la nationalité d'aucun Etat étranger à la naissance et s'il ne dispose pas même d'un droit dérivé d'acquérir la nationalité d'un autre Etat étranger"<sup>9</sup>.

Une initiative analogue a été prise par le législateur français en 2003<sup>10</sup>. Le motif qui fonde ces deux modifications est évident: il arrive qu'un parent étranger n'utilise pas la possibilité qui lui est offerte d'enregistrer un enfant à son consulat pour éviter qu'il n'en acquiert la nationalité étrangère et, par là-même, faire jouer les règles de l'Etat de naissance de l'enfant visant à prévenir l'apatridie. La Finlande et la France refusent d'admettre l'attitude tactique des parents d'un enfant né sur leur territoire. Cela se comprend mais rend plus impérieux encore – au regard de l'article 7 (1) de la Convention des droits de l'enfant – d'inciter à l'élaboration d'instruments internationaux qui obligent les Etats à conférer, de plein droit, à la naissance, la nationalité aux enfants de leurs ressortissants nés à l'étranger qui, sans cela, seraient apatrides.

Les problèmes susmentionnés montrent que les parents ont parfois un pouvoir considérable pour décider de la position de leurs enfants au regard de la nationalité. C'est le cas notamment lorsque l'acquisition de la

<sup>5</sup> Les différentes exceptions sont décrites et commentées dans Gérard-René de Groot, para. II B, p. 73-77.

<sup>6</sup> En 2001, même l'Irlande a supprimé le droit du sol en tant que fondement général à l'acquisition de la nationalité. Le Code de la nationalité et de la citoyenneté irlandais prévoit que "toute personne née en Irlande est en droit d'obtenir la citoyenneté irlandaise".

<sup>7</sup> Cette disposition est analysée dans De Groot, *Acquisition*, para. 4 (p. 80, 80) qui comporte également des observations critiques sur le droit de la nationalité de certains pays.

<sup>8</sup> Les différentes règles nationales sont décrites dans De Groot, *Acquisition*, para. II 3 (b) (p. 78, 79) et para. III 2.

<sup>9</sup> Une traduction non officielle du ministère de l'Intérieur finlandais est disponible à l'adresse suivante:

<http://www.uvi.fi/download.asp?id=Nationality+Act:609;1E792540D-5E25-4282-BAF9-13FB9CA64E12> (dernièrement visité le 14 juin 2004).

<sup>10</sup> Article 19-1 du Code civil modifié par la Loi 2003/1119 du 26 novembre 2003, Journal officiel N° 274 du 27 novembre 2003:

1° *L'enfant né en France de parents apatrides ;*

2° *L'enfant né en France de parents étrangers pour lequel les lois étrangères de nationalité ne permettent en aucune façon qu'il se voie transmettre la nationalité de l'un ou l'autre de ses parents."*

nationalité par l'enfant dépend de l'initiative d'un parent (par exemple de l'enregistrement). L'opportunité de cela est discutable. Des problèmes analogues seront examinés dans d'autres paragraphes de ce rapport.

Un autre point doit être évoqué brièvement en liaison avec l'article 7 de la Convention des droits de l'enfant et l'article 6 (1) de la CEN. Les enfants acquièrent souvent de plein droit, à leur naissance, par le lien du sang, la nationalité d'un parent. Il est exceptionnel que l'enfant puisse également acquérir la nationalité perdue par son parent avant qu'il ne naisse. Pareille exception existe dans le droit espagnol qui permet à un enfant dont le père ou la mère sont nés en Espagne en tant que ressortissants espagnols d'acquérir la nationalité espagnole en effectuant une déclaration d'option (article 20 (1) (b) Código Civil)<sup>11</sup>. A ce jour aucun instrument juridique international n'a encore prêté attention à la position de l'enfant dont les parents ont perdu une nationalité donnée après l'avoir conçu mais avant qu'il ne naisse. Le principe « *nasciturus pro iam nato habetur quotiens de commodis eius agitur* » (l'enfant à naître est considéré comme déjà né chaque fois que cela est à son avantage) qui est reconnu comme un principe général de droit par de nombreux systèmes juridiques s'applique-t-il également à l'acquisition de la nationalité par le lien du sang ? Plusieurs Etats admettent officiellement que l'enfant d'un ressortissant national décédé avant la naissance de l'enfant acquiert la nationalité dudit parent. Mais, en cas de perte de la nationalité, la position du *nasciturus* est incertaine. Nous estimons qu'il n'existe, en principe, aucune raison de ne pas appliquer la règle du « *nasciturus* » en matière de nationalité.

Il est anormal que la position du *nasciturus* au regard de la nationalité ne soit pas réglementée si, en vertu de la loi du pays du parent, la perte de la nationalité subie par ce dernier, l'enfant étant déjà né au moment des faits, emporte perte de la nationalité par l'enfant. Dans ce cas, le statut de *nasciturus* n'a d'intérêt que si le code de la nationalité de l'Etat concerné permet à l'enfant de réintégrer facilement la nationalité perdue durant sa minorité. La question du *nasciturus* a son importance dans les pays où, pendant sa minorité, un enfant peut perdre sa nationalité dans des conditions exceptionnelles seulement (par exemple avec l'accord du tribunal).

L'article 8 de la Convention sur les droits de l'enfant produit également des conséquences sur les règles régissant la nationalité. Les Etats sont tenus de respecter « le droit de l'enfant de préserver son identité, y compris sa nationalité, (...) sans ingérence illégale ». Du second paragraphe de cette disposition, il apparaît que « si un enfant est illégalement privé de [sa nationalité], les Etats Parties doivent lui accorder une assistance et une protection appropriées, pour que son identité soit rétablie aussi rapidement que possible ».

Il est bien entendu souvent difficile de déterminer si la perte de la nationalité résulte d'une ingérence illégale ou si elle est illégale en soi. La réponse est assurément positive lorsque la déchéance de la nationalité peut également être qualifiée d'arbitraire (au sens de l'article 15 (2) de la Déclaration universelle des droits de l'homme). Cependant, les cas où la perte de la nationalité par un mineur est illicite ou illégale sont, selon nous, les plus fréquents. L'article 12 de la Convention sur les droits de l'enfant dispose :

"1. Les Etats parties garantissent à l'enfant qui est capable de discernement le droit d'exprimer librement son opinion sur toute question l'intéressant, les opinions de l'enfant étant dûment prises en considération eu égard à son âge et à son degré de maturité.

2. A cette fin, on donnera notamment à l'enfant la possibilité d'être entendu dans toute procédure judiciaire ou administrative l'intéressant, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un représentant ou d'une organisation appropriée, de façon compatible avec les règles de procédure de la législation nationale."

<sup>11</sup> Tel que modifié par la Loi 36 du 8 octobre 2002, BOE 9 du octobre 2002, pp. 35638-35640, entré en vigueur le 9 janvier 2003.

Il peut être soutenu que le non-respect du droit de l'enfant d'être entendu dans les cas d'acquisition ou de perte de la nationalité peut aboutir à la conclusion selon laquelle l'article 8 de la Convention a également été violé. Nous analyserons ce problème plus en détails ultérieurement.

Dans les paragraphes suivants, les renvois aux différents droits nationaux apparaissent sous forme d'abréviation. A titre d'exemple, « 15 (1) (b) NET » signifie « article 15 paragraphe 1, lit. B du Code de la nationalité<sup>12</sup> des Pays-Bas ». Ces abréviations correspondent à celles utilisées par le Bulletin européen sur la nationalité (version anglaise).

## II. L'acquisition d'une nationalité par les mineurs

### a) Observations liminaires

Cette partie du rapport porte sur le point de savoir si un enfant doit pouvoir contester la décision prise par ses parents relativement à l'acquisition de sa nationalité. La position d'un enfant mineur auquel est étendu la nationalité d'un parent fera l'objet d'une attention particulière. Il est également nécessaire, en vue de mettre en évidence la capacité et le pouvoir qu'ont les parents d'influer sur l'acquisition de la nationalité par leurs enfants, d'étudier brièvement si un enfant peut acquérir une autre nationalité indépendamment de ses parents.

### 2. Acquisition par naturalisation, enregistrement ou déclaration d'option

Dans de nombreux Etats, la majorité est l'une des conditions requises pour une naturalisation<sup>13</sup>.

En dépit de cette condition, une naturalisation autonome, par application de dispositions spéciales, est souvent possible dans ces pays. Aux Pays-Bas, par exemple, un mineur peut être naturalisé par application de l'article 10 NET, qui autorise le Ministre, après avis du Conseil de l'Etat, à déroger à la plupart des conditions normalement applicables à la naturalisation. De surcroît, l'article 11 (4 et 5) NET autorise également, dans les conditions qu'il définit, de naturaliser un mineur. Au Royaume-Uni, le Secrétaire d'Etat dispose d'un pouvoir discrétionnaire pour enregistrer les mineurs en tant que citoyens britanniques (3 (1) UK), rendant toute disposition concernant la naturalisation des mineurs superflue.

Dans quelques autres pays, il n'existe aucune disposition excluant les mineurs de la naturalisation. Dans ces pays, la naturalisation des mineurs est manifestement possible (sauf erreur d'interprétation, tel est le cas, par exemple, en Hongrie, en Italie et en Lettonie).

Par comparaison, d'autres pays prévoient expressément que les mineurs peuvent être naturalisés.

En Espagne, l'article 21 du SPA permet de naturaliser les mineurs de 14 ans ou plus qui sont représentés par leur représentant légal.

<sup>12</sup> Cette abréviation est également utilisée pour des pays tels que la France et l'Espagne dont les dispositions sur la nationalité figurent dans le code civil.

<sup>13</sup> Gérard-René de Groot, *Staatsangehörigkeitsrecht*, 237. Pour une illustration : voir les articles 21-22 F "nul ne peut être naturalisé s'il a atteint l'âge de dix-huit ans". Comparer, par ailleurs, avec : 9 (1) ALB; 19 (1) BEL; 6 CYP; 7 (1) FYR 6 (1) GRE; 15 (1) (a) IRL; 6 LUX; 10 (1) MAL; 6 (1) NOR; 8 (1) (a) NET; 6 POR (*maiores* ou *emancipados*); 9 (c) ROM; 10 (1) SLN; 22 SPA; 6 UK.

En Allemagne, les mineurs peuvent demander à être naturalisés (§ 8G ER; 68 (1) *Ausländergesetz*<sup>14</sup>). Pour les mineurs n'ayant pas 16 ans<sup>15</sup>, la demande doit toutefois être présentée par le représentant légal. Les mineurs ayant 16 ou 17 ans peuvent en faire la demande eux-mêmes avec l'accord de leur représentant légal.

La Suisse permet également aux mineurs d'être naturalisés (article 34 SWI) mais la demande doit en être faite par le représentant légal. Il n'est pas nécessaire de requérir l'autorisation du juge des tutelles pour déposer une demande de naturalisation du mineur même si ce dernier est placé sous tutelle (*Vormundschaft*). L'article 34 (2) SWI prévoit que les mineurs ayant entre 16 et 17 ans doivent consentir par écrit à la demande de naturalisation.

L'Autriche dispose d'une réglementation plus détaillée encore : l'article 19 (2) 2 AUS exige que la demande de naturalisation pour un mineur soit présentée par ou avec l'accord écrit de son représentant légal. A partir de 14 ans, le mineur doit consentir par écrit à la demande de naturalisation<sup>16</sup>. L'article 19 (3) AUS prévoit que le consentement du représentant légal ou du mineur de 14 ans ou plus peut être remplacé par une autorisation judiciaire si, pour des motifs éducatifs, professionnels ou d'autres motifs importants ("*aus erzieherischen, beruflichen oder anderen wichtigen Gründen dem Wohl des Fremden dient*"), l'acquisition de la nationalité est dans l'intérêt du mineur. Il en est de même lorsque le mineur n'a pas de représentant légal ou s'il ne peut être joint, la désignation d'un autre représentant légal étant problématique. Cette procédure s'applique également lorsque le lieu de résidence du mineur n'est pas connu ou lorsque, pour d'autres raisons, ce dernier ne peut être joint.

### 3. Acquisition, par extension, de la nationalité d'un parent<sup>17</sup>.

La plupart des pays prévoient que – sous certaines conditions – les enfants d'une personne acquérant la nationalité de ce pays l'acquièrent également s'ils sont encore mineurs. Il existe une énorme variété de conditions de l'extension de la nationalité. Le contenu des dispositions sur l'extension de l'acquisition de la nationalité dépend, entre autres, du pouvoir qu'un Etat reconnaît aux parents pour décider de la position de leurs enfants mineurs au regard de la nationalité. Il paraît utile de donner quelques exemples.

L'extension inconditionnelle de la naturalisation du parent à l'enfant mineur existe en Grèce (10 (1) GRE).

Une extension de large portée existe également en Italie (si l'enfant vit avec ses parents naturalisés: 14 ITA). En France, l'extension doit être mentionnée dans le décret de naturalisation du parent. C'est normalement le cas lorsque l'enfant vit avec ses parents naturalisés (22-1 FR). Comparer également avec 6 NOR; 7 (4) SLK (consentement de l'autre parent).

Les droits belge et luxembourgeois subordonnent l'extension à la condition que le parent naturalisé exerce l'autorité parentale (12 BEL; 2 (3) LUX; comparer également avec 8 POL).

A l'instar de la France, quelques pays prévoient l'extension de la nationalité en faveur des enfants mineurs, sauf indication contraire du décret de naturalisation du parent concerné. C'est le cas au Danemark (si les parents exercent l'autorité parentale et si l'enfant réside au Danemark: 5 et 6 (2) DEN), au Liechtenstein (6 (2) LIE), en Allemagne (si l'enfant est sous autorité parentale; les enfants plus âgés doivent faire une déclaration de loyauté ("*Loyalitätsklärung*": 16 (2) GER; 85 (2) *Ausländergesetz*), en Islande (5 ICE).

Certains pays distinguent selon qu'un seul parent de l'enfant mineur ou les deux sont naturalisés. Il en est ainsi en Albanie (11 ALB), en Macédoine (12 FYR), en Lettonie (15 LAT: si l'enfant a moins de 16 ans),

<sup>14</sup> Loi allemande sur l'immigration.

<sup>15</sup> Comparer avec 15 MOL.

<sup>16</sup> Comparer avec 8 (7) POL; 16 UKR.

<sup>17</sup> Voir Gérard-René de Groot, *Staatsangehörigkeitsrecht*, 271-273.

en Lituanie (24/25 LIT: si l'enfant a moins de 14 ans), en Moldavie (16 MOL : si l'enfant a moins de 16 ans), en Roumanie (10 ROM) et en Slovénie (14 SLN). Si les deux parents sont naturalisés, la naturalisation est étendue aux enfants mineurs ; sinon, ce n'est pas toujours le cas.

Les Pays-Bas ont une réglementation très détaillée de l'extension de la naturalisation : l'extension de la naturalisation à un enfant de moins de 16 ans figure dans le décret de naturalisation si le parent, qui sollicite sa propre naturalisation, le demande et si l'enfant a un permis de séjour illimité et son domicile aux Pays-Bas (1(3) NET). Si l'enfant a déjà 16 ou 17 ans, il faut remplir trois conditions supplémentaires (11 (4) NET) : a) l'enfant doit avoir son domicile aux Pays-Bas depuis trois ans au moins au moment où le parent présente la demande de naturalisation; b) il ne doit pas représenter un danger pour l'ordre public, les bonnes mœurs ou la sûreté du Royaume ; c) il doit donner son accord à l'extension. De l'article 2 (4) NET, il peut être conclu qu'un enfant de 12 ans ou plus, le représentant légal de l'enfant et l'autre parent ont la possibilité, *s'ils en font la demande*, de donner leur avis sur l'extension. Si l'enfant et l'autre parent/le représentant légal sont tous deux opposés à l'extension, la naturalisation de l'autre parent n'est pas étendue à l'enfant (comparer aux articles 17-19 AUS).

Selon le droit de certains autres pays, il n'y a pas d'extension de la naturalisation en faveur de l'enfant mineur. Tel est, par exemple, le cas en Hongrie (même si la naturalisation d'un mineur est possible), en Irlande (mais la naturalisation est facilitée : 16 (c) IRE), à Malte (mais l'enregistrement est possible : 11 (1) MAL), au Royaume-Uni (mais l'enregistrement est possible).

Dans les pays où les enfants mineurs n'acquièrent pas (ou pas toujours) la nationalité du pays, ceux-ci ont un droit d'option sur la nationalité concernée lorsque l'un des parents l'acquiert et que certaines conditions sont réunies. Voir, par exemple, 12bis (1) (2) BEL; 2 POR<sup>18</sup>.

#### 4. Un enfant a-t-il le droit d'introduire un recours contre la décision d'un parent ?

Après ce bref aperçu, il faut d'abord s'interroger sur la raison pour laquelle tant d'Etats exigent que l'enfant soit majeur pour être naturalisé. Il est probable que, dans ces pays, ceci soit lié à la facilité avec laquelle la naturalisation du parent est étendue au mineur. La nécessité d'une naturalisation propre est, en conséquence, limitée à des cas très particuliers. Une naturalisation propre du mineur est, par exemple, nécessaire lorsque le parent décède après avoir demandé sa naturalisation et celle de ses enfants mineurs. Dans ce cas, les enfants ne peuvent plus acquérir la nationalité par extension de la naturalisation du parent. Le besoin d'une naturalisation propre existe également dans le cas où des enfants ont d'abord été exclus de l'extension de la naturalisation du parent alors que, par la suite, - mais avant la majorité de l'enfant - il apparaît que l'acquisition de la nationalité de l'Etat concerné serait appropriée.

Par ailleurs, il est évident qu'il existe une relation étroite entre l'exigence de la majorité et d'autres modes, alternatifs, d'octroi de la nationalité d'un Etat aux enfants mineurs. L'article 3 (1) UK (le Secrétaire d'Etat dispose d'un pouvoir discrétionnaire pour enregistrer les mineurs) l'illustre parfaitement ; les droits d'option qui peuvent être utilisés par ou au nom des enfants mineurs réduisent aussi considérablement la nécessité de naturaliser des mineurs.<sup>19</sup>

Le point de vue selon lequel la naturalisation est un acte d'une importance telle que la personne concernée devrait elle-même en prendre la décision, peut être une autre raison de subordonner la naturalisation à l'âge de la majorité. Selon ce point de vue, il n'est pas des plus souhaitable de recourir à la représentation par un représentant légal pour prendre une décision aussi importante. Cela est particulièrement vrai lorsque

<sup>18</sup>Voir De Groot, *Acquisition*, 87.

<sup>19</sup>Voir De Groot, *Acquisition*, 84-90.

l'acquisition de la nouvelle nationalité implique la perte de la précédente. Cet argument n'est toutefois pas des plus convaincants lorsque le mineur dispose de divers moyens (extension, enregistrement ou dépôt d'une déclaration d'option) d'acquérir la nationalité en question. Il est évidemment tout à fait exact que l'acquisition d'une nouvelle nationalité est un acte important. En particulier dans le cas où l'acquisition volontaire d'une autre nationalité entraîne la perte de la précédente, il faut s'assurer que cette perte n'affecte pas l'acquisition de la nouvelle nationalité. Un adulte doit décider, sous sa propre responsabilité, de l'intérêt que peut présenter pour lui l'acquisition d'une nouvelle nationalité. Pour les mineurs, cette décision est prise par le représentant légal qui, conformément à l'article 12 de la Convention sur les droits de l'enfant, doit accorder une attention particulière au point de vue du mineur plus âgé. Il en est ainsi, non seulement lorsque le mineur demande sa propre naturalisation mais aussi lorsqu'une nouvelle nationalité est demandée pour l'enfant par des modes alternatifs d'acquisition (demande d'extension de la naturalisation d'un parent; demande d'enregistrement du mineur en tant que ressortissant national; utilisation du droit d'option). En ce domaine, il n'existe pas de différences significatives entre les diverses méthodes permettant au mineur d'acquérir une autre nationalité.

Sur la base des bonnes pratiques décrites ci-dessus, nous aimerions proposer de suivre les règles suivantes afin de parvenir à une décision qui soit dans l'intérêt supérieur de l'enfant et qui prenne dûment en considération le point de vue du mineur. Pour le moins en présence d'une demande de naturalisation présentée par ou au nom du mineur et d'une requête visant à l'extension de la naturalisation d'un parent, les autorités de naturalisation doivent donner à l'enfant la possibilité d'être entendu avant de prendre une décision. Pour se faire une bonne idée de l'intérêt de l'enfant, il est aussi utile de prendre en considération le point de vue de l'autre parent, en particulier dans le cas où l'enfant perd la nationalité dudit parent suite à la naturalisation ou à l'extension. Nous avons déjà vu que certaines juridictions exigent que le représentant légal ou l'autre parent de l'enfant disposent du droit d'être entendus sur la demande de naturalisation ou d'extension.

Nous estimons que l'enfant (du moins un enfant de 12 ans et plus) et l'autre parent ne doivent pas seulement disposer de la possibilité d'être entendus sur la requête les concernant mais qu'il doit leur être enjoint de donner leur avis. De nombreux systèmes juridiques permettent à l'enfant naturalisé ou bénéficiant d'une extension contre sa volonté de former un recours devant l'administration ou d'introduire un recours administratif contre la décision en question, l'enfant étant sans nul doute une "partie intéressée"<sup>20</sup>. En tant que partie intéressée, l'autre parent ou représentant légal ont la même possibilité. Dans cette optique, il est essentiel qu'avant de se prononcer sur la demande de naturalisation ou d'extension, les instances compétentes entendent les parties concernées. Il faut souligner que le droit de l'enfant et de l'autre parent ou du représentant légal d'introduire un recours administratif ou judiciaire est aussi une conséquence de l'article 12 de la CEN :

"Chaque Etat Partie doit faire en sorte que les décisions concernant l'acquisition, la conservation, la perte de sa nationalité, la réintégration dans sa nationalité ou la délivrance d'une attestation de nationalité puissent faire l'objet d'un recours administratif ou judiciaire conformément à son droit interne."

A première vue, l'on serait tenté d'affirmer que jamais personne n'introduira de recours contre l'attribution d'une nationalité. La position du mineur qui est représenté par un parent ou un représentant légal montre qu'il peut avoir de bonnes raisons de s'opposer à l'acquisition de la nationalité en question. Le propos vaut *a fortiori* pour l'autre parent concerné.

Selon nous, la règle contenue à l'article 12 de la CEN est une règle solide étant directement liée à l'article 6 (1) de la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH) qui garantit l'accès à un juge. Il en résulte que le fait pour le code de la nationalité ou le droit administratif général d'un pays de ne pas offrir de droit

---

<sup>20</sup> Dans certains pays, cette question est expressément régie par le code de la nationalité; dans d'autres, cette possibilité existe en vertu du droit administratif général.



d'accès au juge à un enfant qui a été naturalisé ou auquel la nationalité d'un parent obtenue par naturalisation a été étendue contre sa volonté serait non seulement contraire à l'article 12 de la CEN mais aussi à l'article 6 (1) de la CEDH.

Il en résulte qu'un enfant devrait disposer du droit de former recours contre l'attribution - contraire à sa volonté - d'une nationalité demandée par son représentant légal et qu'il peut exercer ce droit sur le fondement de l'article 6 (1) de la CEDH qui lui confère la qualité pour ester en justice (*locus standi*). Si nécessaire, un tuteur *ad litem* particulier doit être désigné pour représenter ou assister le mineur dans cette procédure.

Une autre question connexe porte sur le critère sur lequel le juge doit se fonder pour, dans pareille procédure, décider si la naturalisation ou l'extension, doit ou non être annulée. Le critère général devrait être celui de l'intérêt supérieur de l'enfant. En vue d'apprécier l'intérêt supérieur de l'enfant, il convient, au minimum<sup>21</sup>, de tenir compte des points suivants :

- a) Quelles sont les conséquences juridiques les plus importantes de l'acquisition d'une nouvelle nationalité ?
- b) Pourquoi est-il inintéressant de différer la demande d'acquisition d'une nouvelle nationalité jusqu'à ce que l'enfant ait atteint l'âge de la majorité et soit en mesure de prendre lui-même sa décision?
- c) La perte de l'ancienne nationalité est-elle une conséquence de la naturalisation ou de l'extension ?
- d) En cas de réponse affirmative à la question précédente c), quels sont les droits et les obligations perdus suite à la perte de l'ancienne nationalité ?
- e) En cas de réponse affirmative à la question précédente d), l'enfant concerné a-t-il le droit de réintégrer son ancienne nationalité par un enregistrement ou une simple déclaration d'option après qu'il ait atteint l'âge de la majorité?
- f) L'enfant dispose-t-il du droit inconditionnel de renoncer à sa nouvelle nationalité après avoir atteint l'âge de la majorité ? En présence d'un droit de renonciation conditionnel, le juge doit veiller au contenu de ces conditions<sup>22</sup>.

Il va de soi que si l'ancienne nationalité n'est pas perdue et que la renonciation à la nouvelle nationalité après l'âge de la majorité est à nouveau possible, le juge peut se concentrer pleinement sur les avantages et les inconvénients de l'acquisition immédiate (à savoir, avant d'atteindre l'âge de la majorité), par le mineur, de certains droits et obligations liés à la possession de la nationalité concernée. L'on peut également admettre que le juge mette l'accent sur les avantages et les inconvénients dans le cas où l'ancienne nationalité perdue peut être réintégrée par enregistrement ou simple déclaration d'option après la majorité, sous réserve que la perte de la nouvelle nationalité résulte, soit de la réintégration dans l'ancienne, soit du droit absolu d'y renoncer après réintégration dans l'ancienne nationalité.

Dans tous les autres cas, le juge doit recenser minutieusement les avantages et les inconvénients de l'acquisition de la nouvelle nationalité et de la perte de l'ancienne en vue de parvenir à une décision qui soit dans l'intérêt supérieur de l'enfant. Cette tâche n'est pas aisée. A cet égard, il est souhaitable que les législateurs prévoient – au minimum – le droit de réintégrer, sur simple déclaration d'option faite dans un

<sup>21</sup> Il faut de souligner que la liste n'est certainement pas exhaustive de même que l'ordre dans lequel les questions sont énumérées n'est pas impératif.

<sup>22</sup> Pour les différentes réglementations de la renonciation, voir : De Groot, Loss, 261-268.

certain délai après l'âge de la majorité, une nationalité perdue pendant la minorité de l'enfant. D'un autre côté, les législateurs devraient permettre au jeune adulte de renoncer à la nationalité acquise par naturalisation, extension, enregistrement ou déclaration d'option pendant sa minorité.

Il va de soi que les autorités administratives appelées à décider de la naturalisation ou à se prononcer sur la demande d'extension doivent, de la même manière, prêter attention à ces conséquences. De même en est-il du parent ou du représentant légal qui, par le passé, a agi au nom de l'enfant.

A cet égard, une autre question doit être soulevée. Ne serait-il pas plus judicieux de remplacer la possibilité d'un recours judiciaire *a posteriori* par exemple après que la naturalisation ou l'extension ont été accordées par l'exigence d'une autorisation judiciaire préalable? Dans certaines juridictions il existe une obligation d'obtenir l'accord préalable du tribunal dans les cas d'aliénation, par le représentant légal, d'un bien immobilier appartenant au mineur<sup>23</sup>. Selon nous, l'acquisition d'une nouvelle nationalité est au moins aussi importante que la vente d'un lopin de terre lorsque l'acquisition de la nouvelle nationalité a pour conséquence la perte de l'ancienne (l'autre "*patria* "). Il semble, en conséquence, opportun de demander l'accord préalable dans le cas où l'acquisition de la nouvelle nationalité entraîne la perte de l'ancienne.

Les observations précédentes placent l'accent sur la position juridique du mineur pour ce qui concerne l'acquisition de la nationalité par voie de naturalisation ou d'extension. La situation est encore plus complexe lorsqu'un mineur acquiert la nationalité par voie d'enregistrement ou de déclaration d'option à la demande du représentant légal. Lorsque les autorités compétentes disposent d'un pouvoir discrétionnaire pour procéder à l'enregistrement ou accepter la déclaration, la situation juridique est en réalité identique à celle qui prévaut en cas de naturalisation ou d'extension à laquelle il est procédé à la demande du représentant juridique. Mais si le mineur est en droit d'être enregistré en tant que ressortissant national ou s'il possède un droit d'option inconditionnel d'acquérir la nationalité concernée, il n'est pas possible d'introduire un recours judiciaire contre la décision des autorités d'enregistrer l'enfant à la demande de son représentant légal ou d'accepter la déclaration d'option. Il en est de même lorsque les autorités compétentes ne peuvent refuser d'enregistrer la déclaration d'option que dans le cas où les conditions d'exercice du droit ne sont pas satisfaites ou en cas de menace pour l'ordre public ou la sécurité du pays en cause. Au vu de l'article 12 de la CEN, nous estimons néanmoins qu'en ce cas également l'enfant et l'autre parent devraient avoir la possibilité d'introduire un recours administratif ou judiciaire. Un moyen de garantir ce droit consiste à subordonner l'enregistrement ou la déclaration d'option qui est faite au nom du mineur au consentement de l'enfant (s'il a déjà atteint un certain âge, 12 ans par exemple) et à celui de l'autre parent. Il devrait être possible de remplacer le consentement requis par l'autorisation d'un tribunal se prononçant dans l'intérêt supérieur de l'enfant.

### III. Perte de la nationalité par les mineurs

#### 1. Observations liminaires

Cette partie du rapport traite de la question de savoir s'il convient d'accorder à un enfant le droit de remettre en cause la décision prise par son parent et ayant conduit à la perte de sa nationalité. Une attention particulière sera accordée à la position de l'enfant auquel est étendu la perte de la nationalité d'un Etat subie par un parent. Cependant en vue de se faire une idée exacte du pouvoir qu'ont les parents d'influer sur la nationalité de leurs enfants, il est également nécessaire d'examiner les autres voies par lesquelles un enfant peut perdre sa nationalité. A cet égard, deux groupes peuvent être distingués: a) les causes à l'origine de la perte de la nationalité exclusivement applicables aux mineurs; b) les causes à l'origine de la perte également applicables aux adultes. Ci-après nous nous intéresserons aux causes à l'origine de la perte de la nationalité

<sup>23</sup> Voir, par exemple, les articles 1643 et 1821 du code civil allemand.

qui sont admises par les articles 7 et 8 de la CEN. Il ne sera pas tenu compte d'autres causes entraînant la perte de la nationalité.

## **2. Les causes à l'origine de la perte de la nationalité exclusivement applicables aux mineurs**

### **2.1. Disparition du lien familial<sup>24</sup>**

D'après l'article 7 (f) de la CEN, la nationalité peut être perdue lorsqu'il est établi, pendant la minorité d'un enfant, que les conditions prévues par le droit interne ayant entraîné l'acquisition de plein droit de la nationalité de l'Etat Partie ne sont plus remplies. La perte de la nationalité consécutive à la disparition du lien familial (par exemple du fait d'une action en désaveu de paternité) qui avait conduit à l'acquisition de la nationalité par le lien du sang en est l'illustration la plus importante.

L'article 7 (f) englobe également des cas d'acquisition conditionnelle de la nationalité par un enfant. Lorsque dans pareil cas, la condition (négative) est satisfaite, la nationalité est souvent perdue. Des exemples d'acquisition conditionnelle de la nationalité existent a) lorsque un enfant trouvé acquiert la nationalité d'un pays ; b) lorsque une personne née sur le territoire d'un pays en acquiert la nationalité pour échapper à l'apatridie. Dans les deux cas, les législateurs tendent à prévoir que la nationalité acquise de cette façon est perdue s'il apparaît ultérieurement que l'enfant possède une autre nationalité<sup>25</sup>.

Dans tous ces cas couverts par l'article 7 (f) de la CEN, la perte de la nationalité par le mineur concerné n'est pas directement liée à des actes de représentation effectués par le représentant légal au nom du mineur en question. Ces cas de perte présentent – en conséquence – un intérêt réduit pour ce rapport.

### **2.2. Adoption<sup>26</sup>**

D'après l'article 7 (g) de la CEN, le code de la nationalité peut prévoir que la nationalité est perdue lorsque l'enfant adopté acquiert la nationalité de ses parents adoptifs. En cas d'adoption, l'intérêt de l'enfant est en principe déjà soumis au contrôle du tribunal qui se prononce sur la question de l'adoption en tant que telle. De surcroît, plusieurs systèmes juridiques permettent à l'enfant adopté de demander l'annulation de l'adoption pendant un certain temps après avoir atteint l'âge de la majorité<sup>27</sup>. On peut voir dans cette possibilité une rectification de la décision des parents naturels de consentir à l'adoption. Pareille annulation devrait déboucher sur la réintégration dans la nationalité originelle perdue.

### **2.3 Extension, à l'enfant mineur, de la perte de la nationalité subie par un parent**

Selon l'article 7 (2) de la CEN, un Etat Partie peut prévoir que les enfants perdent leur nationalité lorsque les parents perdent la leur en vertu du paragraphe 1 de l'article 7, à l'exception des cas couverts par les alinéas c (engagement volontaire dans des forces militaires étrangères) et d (comportement portant un préjudice grave aux intérêts essentiels de l'Etat Partie) du paragraphe 1. Cependant, les enfants ne perdent pas leur nationalité si l'un au moins de leurs parents conserve sa nationalité.

Les dispositions nationales relatives à l'extension, aux enfants mineurs, de la perte de la nationalité subie par les parents varient considérablement. Une de fois de plus, il est utile d'étudier quelques exemples.

<sup>24</sup> De Groot, Loss, 252-254; voir également De Groot, *Staatsangehörigkeitsrecht*, 301-303.

<sup>25</sup> De Groot, Loss, 272-274.

<sup>26</sup> De Groot, Loss, 254-257.

<sup>27</sup> Voir, entre autres, l'article 1: 231 du code civil néerlandais.

L'article 16 NL prévoit qu'un mineur perd, entre autres, sa nationalité néerlandaise lorsque son père ou sa mère acquièrent volontairement une autre nationalité et, lui, par là même, également ou lorsqu'il la possède déjà. Il en est de même lorsque le père ou la mère perdent leur nationalité néerlandaise en vertu d'une renonciation, d'un domicile permanent à l'étranger ou de l'abrogation du décret de naturalisation.

Les dispositions belges et luxembourgeoise (article 22 (3), (4) et 6 (B) et 25 (3) L) adoptent la même approche en ajoutant cependant une condition, en l'occurrence que le(s) parent(s) concerné(s) exerce(nt) l'autorité parentale sur l'enfant.

A l'opposé des réglementations néerlandaise et belge, l'enfant d'un ressortissant luxembourgeois ne perd pas sa nationalité luxembourgeoise parce que ses parents la perdent du fait qu'ils ont leur domicile permanent à l'étranger.

Dans les pays scandinaves également, les enfants perdent en principe leur nationalité lorsque leurs parents la perdent. Au Danemark, par exemple, l'article 7 (3) énonce que la citoyenneté danoise est perdue pour un enfant célibataire ayant moins de 18 ans et qui acquiert une nationalité étrangère parce que l'un de ses parents, qui a un droit de garde, acquiert une nationalité étrangère à moins que l'autre parent reste danois et dispose également d'un droit de garde sur l'enfant. Des règles similaires peuvent être trouvées aux articles 7 IS et 7 N<sup>28</sup>. Comparer avec les articles 44 (1) SWIT; 13 (3) POL (lorsque l'autre parent est un citoyen polonais et exerce l'autorité parentale, son accord est nécessaire mais il peut être remplacé par une autorisation judiciaire; les enfants de 16 ans et plus doivent consentir à l'extension); 7 (4) SLK; 22 SLN (le consentement des enfants de plus de 14 ans est nécessaire).

En Autriche, l'article 29 énonce, d'une part, que la perte, par un ressortissant national, de sa nationalité consécutivement à l'acquisition volontaire d'une autre nationalité s'étend également à ses enfants légitimes et à ses enfants adoptifs s'ils sont mineurs et célibataires et d'autre part, qu'ils acquièrent également la nationalité étrangère par effet de la loi ou qu'ils l'acquerraient s'ils ne possédaient déjà cette nationalité, exception faite du cas où l'autre parent conserve sa nationalité autrichienne. Un mineur âgé de 14 ans perd sa nationalité uniquement s'il a donné son accord à l'acquisition d'une nationalité étrangère. La perte de la nationalité s'étend aussi aux enfants naturels des ressortissants nationaux s'ils sont mineurs et célibataires et si la loi leur attribue la nationalité étrangère en cas d'accord express et préalable de leur représentant légal à ladite acquisition. Cela vaut uniquement pour les enfants d'un homme dont la paternité a été reconnue et qui a le droit de garde sur ses enfants.

A cet égard, il faut également prêter attention à la disposition des articles 27 (2) et 3 AUS selon lesquels un ressortissant national ne jouissant pas de la pleine capacité juridique perd sa nationalité seulement si la déclaration de volonté visant à l'acquisition d'une nationalité étrangère a été faite en nom, soit par son représentant légal, soit par une tierce personne avec l'accord du représentant légal. Le représentant légal doit donner son accord avant l'acquisition de la nationalité étrangère. Lorsque, ni les parents biologiques ni les parents d'adoption ne sont les représentants légaux de l'enfant, la perte de la nationalité se produit uniquement en cas d'approbation, par le tribunal compétent en matière de tutelle et de curatelle, de la déclaration de volonté (consentement) faite par le représentant légal avant l'acquisition de la nationalité étrangère. De surcroît un mineur national de plus de 14 ans perd sa nationalité à condition uniquement d'avoir donné son accord express à la déclaration de volonté faite par son représentant légal ou une tierce personne avant l'acquisition de la nationalité.

S'agissant de l'Allemagne, l'article 19 oblige le représentant légal à requérir l'autorisation du tribunal des tutelles ("*Vormundschaftsgericht*") pour pouvoir demander qu'une personne placée sous autorité parentale ou tutelle soit "libérée" de sa citoyenneté ("*Entlassung*"). Outre les requérants, le ministère public est aussi habilité à introduire un recours contre la décision du tribunal; la cour d'appel statuant en dernier ressort.

<sup>28</sup> Comparer également avec 8 (2) DK, 8 IS, 8 N, 9A (3) DK, 9 IS, 9A N.

L'accord du juge des tutelles n'est pas nécessaire si le père ou la mère, ayant la garde de l'enfant, demandent la révocation de leur nationalité en même temps que celle de leur enfant en vertu de l'autorité parentale. Si les obligations du conseiller spécial ("*Beistand*") auprès de la mère s'étendent à la protection de l'enfant ("*Sorge für die Person des Kindes*"), la requête de la mère visant à destituer l'enfant de sa nationalité est subordonnée à l'accord dudit conseiller spécial.

D'autres pays adoptent une approche totalement différente, la perte de la nationalité par les parents n'affectant pas celle des enfants. C'est le cas en Irlande où l'article 22 (2) énonce que:

" 2. La perte, par une personne, de la citoyenneté irlandaise n'affecte pas par elle-même celle de son conjoint ou de ses enfants".

### **3. Les causes à l'origine de la perte de la nationalité également applicables aux adultes**

Parmi les causes à l'origine de la perte de la nationalité qui sont admises par les articles 7 et 8 de la CEN, l'article 7 (1), alinéas (f) et (g) de la CEN s'applique exclusivement aux mineurs. L'article 7 (1), alinéas (a-e) et 8 (1) de la CEN s'appliquent à la fois aux adultes et aux mineurs. Ces causes peuvent être divisées en deux catégories: a) les actes volontaires emportant perte de la nationalité et b) les autres actes ou faits causant la perte de la nationalité.

#### **3.1. Les actes volontaires**

L'article 7 de la CEN admet qu'un mineur perde sa nationalité en raison de l'acquisition volontaire d'une autre nationalité<sup>29</sup>. Tel est, par exemple, le cas, d'après l'article 16 (1) (f) NET qui prévoit que le mineur qui acquiert volontairement, de son propre chef, la même nationalité que son père ou sa mère perd sa nationalité. Pour l'application de cette disposition, il ne semble pas y avoir de différence lorsque l'acquisition en cause fait suite à la demande du représentant légal ou du mineur (avec ou sans le consentement du représentant légal). La perte ne dépend pas du consentement du mineur, même si le mineur est déjà en mesure de se forger sa propre opinion sur sa position au regard de la nationalité.

L'engagement volontaire dans des forces armées étrangères constitue une autre cause emportant perte de la nationalité qui est susceptible de s'appliquer aux mineurs<sup>30</sup>. En vue de protéger les mineurs de la perte de la nationalité pour ce motif, certaines juridictions exigent le consentement du représentant légal ou celui du tribunal. Il en est ainsi de l'Autriche dont l'article 32 prévoit que le mineur perd la nationalité autrichienne uniquement dans le cas où il intègre des forces armées étrangères avec le consentement préalable de son représentant légal. Si le représentant légal n'est pas le parent du mineur, l'autorisation préalable du tribunal est nécessaire (cf. également l'article 27 (2) A). Aux Pays-Bas, par exemple, le motif correspondant (article 15 (1) (e) NET) ne s'applique pas aux mineurs.

L'article 8 de la CEN n'exclut pas les déclarations de renonciation<sup>31</sup> qui sont faites par ou au nom du mineur. Dans pareil cas, le mineur doit être représenté par son représentant légal ou agir avec l'accord de ce dernier. Depuis 2003, l'article 16 (1), alinéa (b) NET prévoit la possibilité de renoncer à la nationalité néerlandaise par ou au nom du mineur lorsque ce dernier possède également une autre nationalité. Il est étonnant que le code de la nationalité néerlandais n'exige pas que le mineur concerné – s'il est en âge de se faire sa propre opinion sur sa position au regard de la nationalité – consente à la renonciation. De plus, les autorités néerlandaises compétentes n'ont aucune latitude pour refuser une déclaration de renonciation présentée par le représentant légal au nom du mineur possédant également une autre nationalité. Dans pareil cas, la perte de la nationalité peut se produire sans, voire même contre la volonté du mineur concerné. Si le mineur

<sup>29</sup> De Groot, Loss, 205-215.

<sup>30</sup> De Groot, 225-228.

<sup>31</sup> De Groot, Loss, 261-268.

concerné est déjà en mesure de se forger son propre avis, une violation de l'article 12 de la Convention sur les droits de l'enfant n'est pas à exclure. La perte en question peut être qualifiée d'"arbitraire" au sens de l'article 15 (2) de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de l'article 4 (c) de la CEN.

### 3.2. Autres actes et faits

L'article 7 (1) (e) de la CEN admet que la nationalité soit perdue lorsqu'il n'existe pas de lien effectif entre l'Etat et le ressortissant national résidant habituellement à l'étranger. A notre connaissance, presque tous les Etats qui connaissent cette cause de perte l'appliquent exclusivement aux adultes<sup>32</sup>.

L'article 7 (1) (b) de la CEN admet que la nationalité d'un Etat soit perdue dans le cas où elle a été acquise à la suite d'une conduite frauduleuse, d'une fausse information ou par dissimulation d'un fait pertinent de la part du requérant<sup>33</sup> et l'article 7 (1) (d) de la CEN prévoit qu'elle le soit en raison d'un comportement portant un préjudice grave aux intérêts essentiels de l'Etat Partie<sup>34</sup>. Dans les deux cas, la décision de déchoir une personne de sa nationalité doit être prise par un juge ou la décision adoptée par les autorités compétentes être susceptible d'un recours judiciaire. Dans pareille procédure, l'enfant est sans aucun doute une "partie intéressée" qui, en tant que telle, a donc accès au juge.

### 4. L'enfant peut-il introduire un recours contre la décision de ses parents ?

Nous avons vu précédemment que certaines causes emportant perte de la nationalité pour les mineurs n'ont pas de lien direct avec la représentation des enfants par leurs parents ou leur représentant légal. Tel est le cas notamment lorsqu'une nationalité est perdue en raison de la disparition du lien familial ou qu'elle avait été accordée à titre conditionnel pour prévenir l'apatridie. Pour ce qui est de la perte de la nationalité consécutive à l'adoption, nous renvoyons le lecteur aux remarques précédemment formulées.

S'agissant des autres causes emportant perte de la nationalité, il convient de distinguer trois catégories:

a. La perte consécutive à des actes volontaires effectués par ou au nom du mineur (en particulier l'acquisition volontaire d'une nationalité étrangère ou la renonciation à une nationalité). De notre point de vue, il est difficile d'admettre la perte de la nationalité qui est la conséquence d'actes volontaires imputables au représentant légal. Dans tous les cas, il faut dûment tenir compte du point de vue du mineur concerné. Il faut savoir que l'abus de représentation est possible. Selon l'article 12 de la CEN, le mineur concerné doit toujours avoir accès au juge en cas de perte de sa nationalité pour les motifs précités et de préférence être représenté par un tuteur *ad litem* particulier. Il est souhaitable de subordonner la perte de la nationalité pour ces motifs à l'autorisation préalable d'un tribunal qui se prononce au vu de l'intérêt supérieur de l'enfant concerné.

b. La perte de la nationalité résultant de l'extension, à l'enfant, de la perte de la nationalité subie par ses parents en raison d'actes volontaires de leur part (acquisition volontaire d'une autre nationalité, renonciation). L'argument quelquefois avancé pour justifier cette perte de la nationalité par les enfants consiste à affirmer que les enfants ne développeront pas de lien véritable avec le pays dont les parents ont déjà perdu la nationalité. C'est souvent vrai. Il n'est toutefois pas difficile d'imaginer des situations où un enfant maintient un lien fort avec un Etat en dépit de la perte dudit lien par ses parents. En outre, le système de l'extension implique directement ou indirectement une certaine représentation des enfants par les parents. Il n'existe donc pas de grandes différences entre ce cas de figure et les cas mentionnés à l'alinéa a). Une fois

<sup>32</sup> De Groot, Loss, 240-246; l'article 23-6 F fait exception.

<sup>33</sup> De Groot, Loss, 215-225.

<sup>34</sup> De Groot, Loss, 233-240.

de plus, l'enfant devrait donc, au moins, avoir accès à un juge. Il est toutefois préférable de subordonner l'extension à l'autorisation préalable d'un tribunal qui se prononce au vu de l'intérêt supérieur de l'enfant.

c. La perte de la nationalité résultant de l'extension à l'enfant de la perte de la nationalité subie par les parents pour d'autres faits (défaut de lien véritable avec un Etat ; fraude). L'article 7 (2) de la CEN admet l'extension dans ces cas. Il faut cependant avoir conscience que pareille extension signifie aussi que la position de l'enfant au regard de la nationalité dépend du comportement de ses parents. Cela ne se justifie pas toujours. Lorsqu'un parent perd sa nationalité faute de lien véritable avec un Etat, l'enfant peut maintenir des attaches importantes avec le pays concerné, par exemple lorsque l'enfant vit dans ce pays. Une fois de plus, il doit avoir accès à un juge. Lorsqu'un parent perd sa nationalité, celle-ci ayant été acquise à la suite d'une conduite frauduleuse, par fausse information ou par dissimulation d'un fait pertinent, étendre cette perte aux enfants en l'absence de toute fraude etc. relative à des informations les concernant paraît problématique. Le propos vaut en particulier lorsque l'enfant a acquis la nationalité considérée en bas-âge et que la fraude en question n'est découverte que bien des années plus tard. Là encore, l'enfant devrait avoir accès à un tribunal qui soit tenu de prendre en considération l'intérêt supérieur de l'enfant (en particulier, le nombre d'années pendant lesquelles l'enfant a possédé cette nationalité) et la gravité de la fraude avant de juger que la perte de la nationalité par les parents suite à leur conduite frauduleuse emporte également perte de la nationalité pour l'enfant.